

Des réglementations environnementales de l'UE concernent les entreprises suisses

La durabilité dans le monde des entreprises | Février 2023



Des réglementations environnementales de l'UE concernent les entreprises suisses

Les entreprises suisses entretiennent des relations particulièrement nourries avec des sociétés domiciliées dans l'Union européenne. En raison de l'importance du marché européen, les réglementations suisses sont généralement basées sur les règlements de l'UE. Ces trois dernières années, les entreprises suisses tournées vers le marché européen ont par ailleurs constaté une augmentation drastique de la densité de la réglementation environnementale. Et la tendance au développement durable prend peu à peu de l'ampleur.

Importance capitale du commerce extérieur pour la Suisse

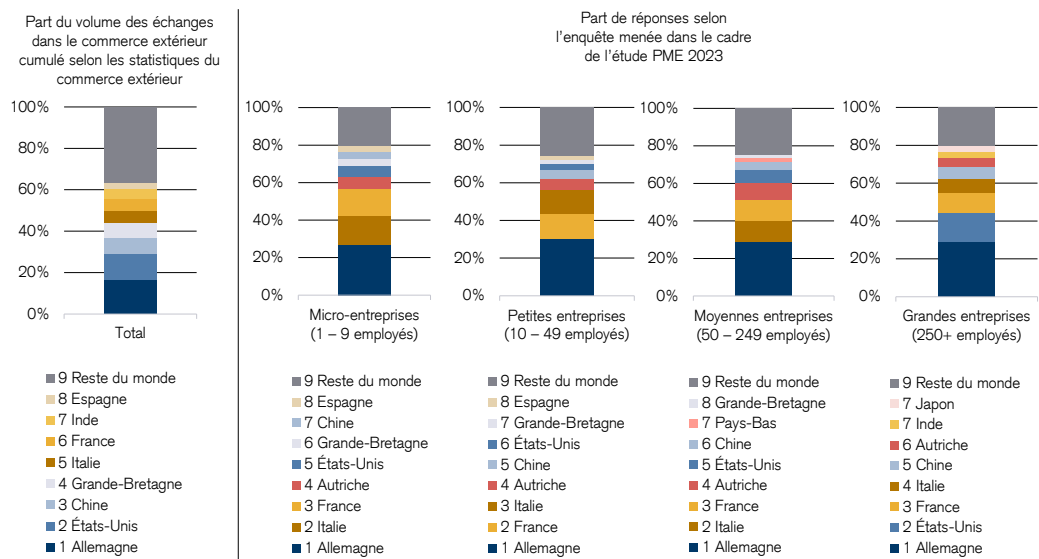
En tant que petite économie ouverte, la Suisse est très dépendante du commerce international. Cette ouverture lui impose d'entretenir des relations de qualité avec les autres pays. Le gouvernement conclut des accords commerciaux, assure le dialogue avec d'autres pays et participe à l'organisation d'un ordre mondial réglementé, dont notre pays bénéficie parmi d'autres.

L'exposition à l'UE domine ses relations commerciales: les chiffres du commerce...

Mais quels pays comptent particulièrement pour les entreprises helvétiques? Les statistiques relatives au commerce extérieur établies par l'Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières (OFDF) montrent que les entreprises suisses entretiennent des relations commerciales particulièrement nourries avec les pays voisins au sein de l'UE ainsi qu'avec les États-Unis et la Chine (voir Fig. 1; à gauche). Concrètement, la part des 27 pays de l'UE dans le volume cumulé d'échanges commerciaux (somme des exportations et des importations), qui avoisine les 45%, dépasse largement celle des États-Unis (12%) et celle de la Chine (7%). Mais cette statistique ne permet pas de connaître la répartition par taille des entreprises suisses en fonction de leur orientation commerciale. Cette lacune a été comblée par une enquête réalisée entre novembre et décembre 2022 auprès de 650 entreprises suisses par le Credit Suisse, dans le cadre de son étude

Fig. 1: Les principaux partenaires commerciaux des entreprises suisses sont les pays voisins, les États-Unis et la Chine

Figure de gauche: part du volume des échanges (exportations et importations) des huit principaux partenaires commerciaux de la Suisse dans le volume total (exportations et importations), en 2021, en %; figure de droite: part des réponses* à la question: «Avec quels pays étrangers entretenez-vous actuellement des relations commerciales?»; par taille d'entreprise, en %



* Les entreprises interrogées pouvaient donner chaque fois jusqu'à trois réponses. Si l'entreprise avait plus de trois partenaires commerciaux étrangers, seuls les trois pays principaux étaient retenus.
Source: Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières (OFDF), Enquête 2022/2023 du Credit Suisse sur les PME

de 2023 sur les PME¹. Selon cette enquête, les petites et moyennes entreprises (PME) de moins de 250 collaborateurs entretiennent des relations commerciales fortes avec l'Allemagne, la France, l'Italie et l'Autriche (cf. Fig. 1, à droite). Dans les huit premières places, on trouve également deux partenaires extra-européens, les États-Unis et la Chine. Le classement pour les grandes entreprises paraît similaire à celui des PME mais, avec les États-Unis à la deuxième place, le deuxième plus important partenaire commercial est déjà un pays extra-européen. Et dans les huit premières places, on trouve encore trois pays situés hors de l'Europe: la Chine, l'Inde et le Japon. Les grandes entreprises semblent donc entretenir plus souvent que les petites des relations avec des pays lointains. Cela leur apporte une diversification géographique plus large et une plus faible dépendance au marché de l'UE. Ce résultat ne doit cependant pas occulter l'importance du marché de l'UE pour les grandes entreprises également. Les relations commerciales avec l'étranger peuvent revêtir diverses formes: au-delà des relations avec leurs fournisseurs, clients et investisseurs étrangers, les entreprises suisses peuvent aussi posséder à l'étranger leurs propres succursales ou filiales. Les entreprises helvétiques peuvent être concernées par les réglementations étrangères par le biais de toutes ces relations: par exemple en tant que fournisseurs de grandes entreprises ou en tant que clients d'entreprises étrangères qui leur répercutent une taxation CO₂ plus élevée.

... et ceux des émissions confirment cette orientation

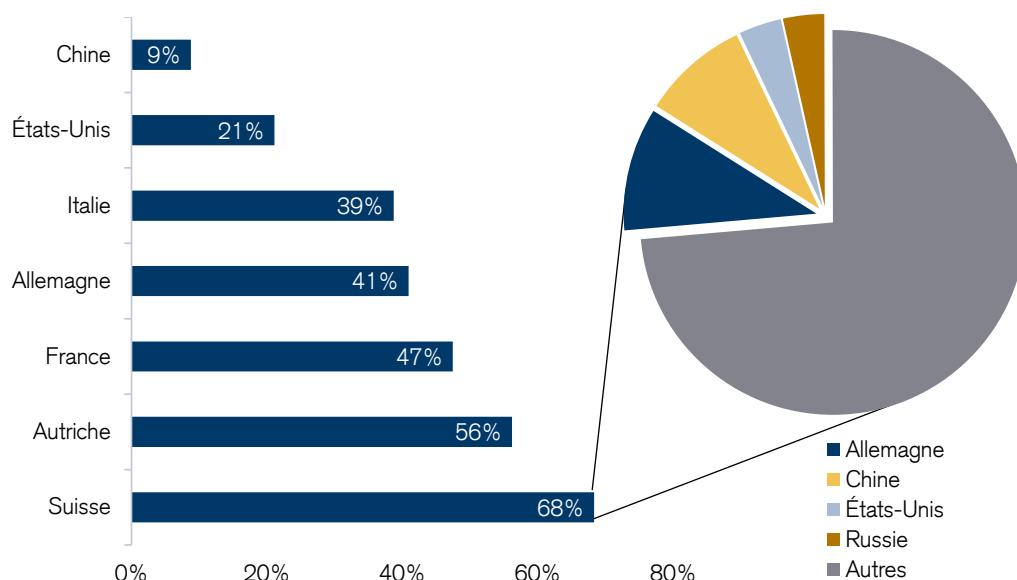
L'orientation internationale de la Suisse constitue aussi un facteur important pour la lutte contre le changement climatique. Car comme le montrent les statistiques relatives aux émissions, l'émission indirecte de CO₂ de la Suisse est le reflet de ses liens commerciaux. Dans les émissions de CO₂ liées à la consommation des entreprises et ménages suisses, une très grande part est importée de l'étranger. Notre analyse, qui repose entre autres sur les tableaux des entrées-sorties de l'OCDE, établit cette part à environ 68%. La Suisse fait donc figure d'exception: en Allemagne (41%), en Italie (39%), aux États-Unis (21%) et en Chine (9%), la part des émissions importées est nettement inférieure. Les trois principaux pays «exportateurs» d'émissions de CO₂ relevées dans la consommation suisse sont l'Allemagne, la Chine et les États-Unis (cf. Fig. 2).

Implication des chaînes d'approvisionnement

Ce résultat montre qu'il est presque impossible de réguler le climat efficacement sans impliquer les chaînes d'approvisionnement. Mais il prouve aussi que la Suisse est directement impactée par la politique climatique des autres pays. Si les pays susmentionnés durcissaient leurs mesures de protection du climat (p. ex. en augmentant la taxation des émissions de CO₂), les entreprises suisses devraient en ressentir les effets. À ce propos, il convient de préciser que la probabilité d'un durcissement des mesures de politique climatique varie selon les pays: alors qu'il ne faut compter sur aucune mesure en faveur du climat du côté de la Russie dans un proche avenir, la

Fig. 2: Les émissions liées à la consommation en Suisse reflètent les relations commerciales du pays

Figure de gauche: part des émissions importées dans la consommation finale de chaque pays; figure de droite: émissions importées dans la consommation finale de la Suisse par pays d'origine, en %



Source: TES de l'OCDE (2021), Credit Suisse; dernières données: 2018

¹ Cf. Credit Suisse (2023). Les tensions géopolitiques: un défi pour les entreprises suisses.

probabilité d'un élargissement de la politique climatique dans l'UE – et en particulier en Allemagne – semble relativement élevée. C'est en tout cas ce qui ressort du Climate Action Index, que le Credit Suisse a publié pour la première fois en 2022.² Pour ce qui est des réglementations environnementales et de leur importance pour les entreprises helvétiques, l'UE figure sans conteste au cœur de l'attention.

Une réglementation environnementale de plus en plus dense

L'enquête menée par le Credit Suisse dans le cadre de son étude de 2023 sur les PME montre le degré d'incidence des réglementations environnementales sur les entreprises suisses. Selon l'enquête, 87% des entreprises interrogées au total sont concernées par les réglementations environnementales (cf. Fig. 3). Et plus de la moitié d'entre elles ont constaté une augmentation de celles qui les concernent en Suisse comme à l'étranger au cours des trois dernières années. Environ 37% des entreprises sondées n'ont constaté aucune différence et moins de 10% ont fait état d'une diminution des réglementations environnementales.

Les grandes entreprises sont davantage visées

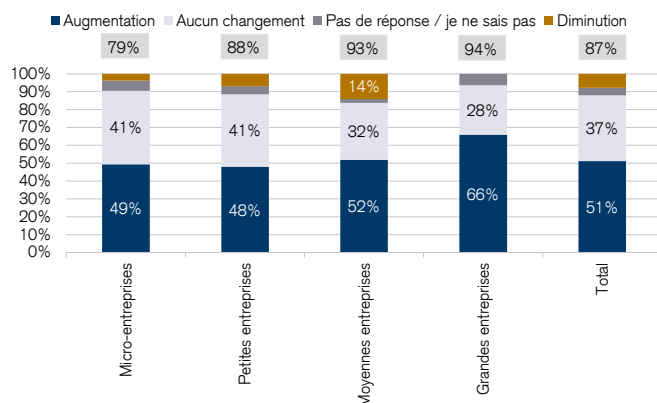
Justement, le droit environnemental connaît actuellement de grands bouleversements. En Suisse, le contre-projet indirect à l'initiative pour des multinationales responsables est déjà en vigueur. Désormais, les grandes entreprises devront rédiger pour la première fois en 2024, avec effet rétroactif à leur exercice 2023, un rapport complet sur les enjeux de durabilité. En mai 2021, l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA) a en outre concrétisé les obligations de transparence des établissements financiers en matière de risques financiers liés au climat. À l'avenir, les établissements financiers concernés devront décrire les principaux risques financiers liés au changement climatique ainsi que leur incidence sur leur stratégie commerciale, leur modèle d'affaires et leur planification financière. Les grandes entreprises ont été les premières à sentir les effets du durcissement de la réglementation environnementale. Les résultats de l'enquête le confirment également: alors que les deux tiers des grandes entreprises ont constaté une augmentation, c'est le cas d'environ la moitié des PME (cf. Fig. 3). Mais tôt ou tard, les réglementations environnementales atteindront aussi les PME par le biais de leurs dépendances tout au long des chaînes de valeur.

Les entreprises tournées vers l'UE ressentent davantage la densification des réglementations

Mais la multiplication des réglementations environnementales n'est pas liée uniquement au tour de vis donné en Suisse, elle provient aussi des évolutions au sein de l'UE. Cette dernière poursuit également son agenda réglementaire et, dans de nombreux domaines, est même figure de proue. Dans ce contexte, les résultats de l'enquête montrent que les entreprises tournées vers l'UE ont globalement constaté, ces trois dernières années, une plus forte augmentation des réglementations environnementales que les autres (cf. Fig. 4). Par conséquent, les entreprises suisses en relation commerciale avec l'Europe (p. ex. à titre de fournisseur de grandes entreprises opérant dans l'UE) ressentent aujourd'hui déjà le rôle de précurseur de l'UE sur les questions

Fig. 3: La réglementation environnementale se densifie

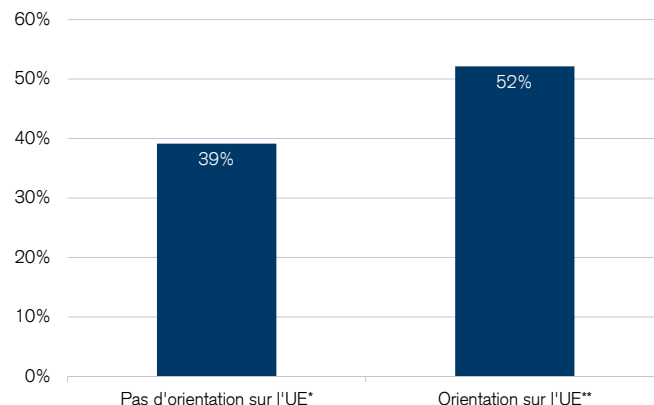
Part des réponses à la question: «Comment ont évolué les réglementations environnementales suisses et étrangères applicables à votre entreprise* ces trois dernières années?»; total et par taille d'entreprise, en %; carrés gris: part des entreprises concernées par la réglementation environnementale



* Uniquement les entreprises réellement concernées par les réglementations. Source: Enquête PME 2022/2023 du Credit Suisse

Fig. 4: Les entreprises tournées vers l'UE ressentent davantage la densification des réglementations

Part de réponses «oui» à la question: «Les réglementations environnementales suisses et étrangères applicables à votre entreprise* ont-elles augmenté ces trois dernières années?»; total et par orientation commerciale, en %



* Entreprise non tournée vers l'UE: entreprise n'ayant cité aucun des 27 pays de l'UE parmi les 3 principaux avec lesquelles elle entretient une relation commerciale
 ** Entreprise tournée vers l'UE: entreprise ayant cité uniquement des pays de l'UE des 27 parmi les 3 principaux avec lesquelles elle entretient une relation commerciale
 Source: Enquête PME 2022/2023 du Credit Suisse

² Cf. Credit Suisse (2022). Climate Action Index: A patchwork of climate action.

d'environnement. Et les signes pointent vers une poursuite de l'évolution: en témoignent la loi européenne sur les chaînes d'approvisionnement ou encore le projet de taxe carbone aux frontières, première du genre au niveau mondial (cf. encadré, page 5). Enfin, les réglementations européennes accentuent aussi la pression sur le gouvernement suisse pour qu'il prenne les mesures de lutte nécessaires contre le changement climatique. S'il ne le fait pas, la Suisse risque de voir limiter son accès au marché européen, si important pour elle.

Pipeline des réglementations environnementales de l'UE

Le **Pacte vert pour l'Europe**: l'agenda climatique annoncé en décembre 2019 qui va bien au-delà des objectifs de l'Accord de Paris sur le climat et prévoit une réduction des émissions de 55% d'ici à 2030 ainsi que la neutralité carbone en 2050.

«**Fit for 55**»: paquet de propositions d'actions concrètes émis par la Commission européenne dans le but de mettre en œuvre le «Pacte vert pour l'Europe». Les mesures proposées sont les suivantes:

- Hausse du prix des émissions de CO₂ dans le système d'échange de quotas d'émission (SEQUE) via l'abaissement du plafond d'émissions
- Élargissement du système d'échange de quotas d'émission au transport maritime (concerne pour l'instant les raffineries de pétrole, les industries énergivores, la production d'électricité et de chaleur et les vols intra-européens)
- Instauration d'un système d'échange séparé pour les transports et les bâtiments à compter de 2026
- Mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF): taxe CO₂ sur les importations de ciment, de produits sidérurgiques, d'aluminium, d'acier et d'électricité à compter de 2026; les obligations de transparence pourraient entrer en vigueur dès 2023
- Abandon du moteur thermique pour les nouvelles voitures immatriculées à partir de 2035
- Refonte de la taxation des énergies, suppression des subventions aux combustibles fossiles, incitations à l'adoption de technologies durables
- Diverses mesures sectorielles: promotion de l'efficacité énergétique dans les bâtiments, développement des infrastructures de recharge pour la mobilité électrique, ajout en mélange de carburants durables pour les avions

REPowerEU et NextGenerationEU: plans nationaux d'investissement en réponse à la crise énergétique et à la pandémie: développement des énergies renouvelables, réduction des obstacles dans les processus d'homologation, mesures d'efficacité énergétique, promotion du recours à l'hydrogène dans les processus industriels

Plan industriel du Pacte vert: initiative de la Commission européenne destinée à promouvoir les industries technologiques propres dans l'UE et à sécuriser les chaînes d'approvisionnement en énergies renouvelables, notamment à l'aide d'incitations fiscales, de subventions, de procédures d'autorisation simplifiées, d'investissements dans les industries stratégiques; réponse à l'«Inflation Reduction Act» des États-Unis

Loi européenne sur les chaînes d'approvisionnement: nouvelle législation européenne de protection de l'environnement, du climat et des droits de l'homme; concerne les grandes entreprises de l'UE et les entreprises d'États tiers qui réalisent une part importante de leur chiffre d'affaires dans l'UE, y compris leurs filiales et leurs chaînes de valeur. La loi vise à:

- Déterminer et éviter les conséquences néfastes réelles ou potentielles
- Mettre en place des procédures de recours
- Communiquer publiquement sur les obligations de diligence et les mesures
- Imposer des obligations aux directions
- Instaurer des mesures d'encadrement, y compris pour les PME

Source: Commission européenne, Credit Suisse

Les réglementations environnementales de l'UE ont une grande portée

Si les tensions géopolitiques actuelles accélèrent dans les faits la tendance à la régionalisation, et si les entreprises suisses renforcent leurs relations commerciales dans les pays amis (le «friendshoring») à l'étranger proche,³ le marché de l'UE gagnera sans doute encore en importance. En même temps, les législations environnementales européennes ne concernent pas que les entreprises suisses tournées vers l'UE, elles concernent également, indirectement du moins, les autres entreprises. Car les réglementations environnementales suisses qui pourraient découler des règlements européens concerneraient toutes les entreprises opérant en Suisse – quelle que soit leur orientation commerciale. Il ne faut donc pas sous-estimer l'importance de ces réglementations pour les entreprises suisses.

³ Pour en savoir plus sur les incidences des tensions géopolitiques sur le paysage des entreprises suisses, (p. ex. la tendance à la régionalisation), voir Credit Suisse (2023). Les tensions géopolitiques: un défi pour les entreprises suisses.

Impressum

Éditeur: Credit Suisse AG, Investment Solutions & Sustainability

Nannette Hechler-Fayd'herbe
Head of Global Economics & Research
+41 44 333 17 06
nannette.hechler-fayd'herbe@credit-suisse.com

Sara Carnazzi Weber
Head of Policy & Thematic Economics
+41 44 333 58 82
sara.carnazzi@credit-suisse.com

Clôture de rédaction

24 février 2023

Commandes

Exemplaires électroniques via
www.credit-suisse.com/durabilite-pour-les-entreprises

Copyright

Ce document peut être cité en mentionnant la source.
Copyright © 2023 Credit Suisse Group AG et/ou
sociétés liées. Tous droits réservés.

Sources

Credit Suisse ou spécifiées le cas échéant

Auteurs

Franziska Fischer
+41 44 333 77 35
franziska.fischer@credit-suisse.com

Pascal Zumbühl
+41 44 334 90 48
pascal.zumbuehl@credit-suisse.com

Contributions

Christine Mumenthaler
Maciej Zolotenki

Informations importantes

Le présent rapport reflète l'opinion de Credit Suisse (CS) Investment Solutions & Sustainability et n'a pas été rédigé conformément aux dispositions légales visant à promouvoir l'indépendance de l'analyse d'investissement. Il ne s'agit nullement d'un produit du département Research du Credit Suisse bien qu'il fasse référence à des recommandations issues de la recherche ayant été publiées. Plusieurs politiques du CS ont été mises en œuvre pour gérer les conflits d'intérêts, y compris les politiques relatives aux transactions précédant la diffusion de la recherche en investissement. Ces politiques ne s'appliquent toutefois pas aux opinions d'Investment Solutions & Sustainability exprimées dans le présent rapport. D'autres informations importantes figurent à la fin du document. Singapour: réservé aux investisseurs accrédités. Hong Kong: réservé aux investisseurs professionnels. Australie: réservé aux grands comptes.

Avertissement sur les risques

Chaque investissement implique des risques, notamment en matière de fluctuations de valeur et de rendement. Si un investissement est libellé dans une devise autre que votre monnaie de référence, les variations des taux de change peuvent avoir un impact négatif sur la valeur, le prix ou le revenu.

Le présent rapport peut comporter des informations concernant des placements impliquant des risques particuliers. Vous devriez prendre conseil auprès de votre conseiller financier indépendant avant de prendre toute décision d'investissement basée sur le présent rapport ou pour toute explication concernant le contenu de ce dernier. Des informations complémentaires sont également disponibles dans la brochure explicative intitulée «Risques inhérents au commerce d'instruments financiers» disponible auprès de l'Association suisse des banquiers.

Les performances passées ne préjugent pas des performances futures. Des commissions, des frais ou toute autre charge ainsi que les fluctuations du taux de change peuvent avoir des répercussions sur les performances.

Risques inhérents aux marchés financiers

Les rendements historiques et les scénarios de marché financier ne constituent pas des indicateurs fiables de résultats futurs. Les cours et les valeurs indiqués des placements tout comme les éventuels rendements cumulés peuvent varier à la hausse comme à la baisse. Il vous est recommandé de consulter le(s) conseiller(s) que vous estimez nécessaire(s) pour vous aider à déterminer ces paramètres. Il se peut qu'aucun marché public n'existe pour certains investissements, ou que ceux-ci ne soient négociables que sur un marché secondaire restreint. Lorsqu'un marché secondaire existe, il est impossible de prévoir le cours auquel les investissements se négocieront sur ledit marché ou si ce dernier sera liquide ou non.

Marchés émergents

Lorsque le présent rapport traite des marchés émergents, vous devez avoir conscience qu'il existe un certain nombre de risques et d'incertitudes inhérents aux investissements et transactions dans différents types de placements ou, relatifs ou liés, aux émetteurs et débiteurs constitués en société, implantés ou exerçant des activités commerciales sur les marchés des pays émergents. Les placements relatifs aux marchés des pays émergents peuvent être considérés comme des placements spéculatifs et leurs cours seront bien plus volatils que ceux des placements concernant les marchés des pays les plus développés. Les placements réalisés sur les marchés émergents sont réservés aux investisseurs avertis ou aux professionnels expérimentés qui connaissent les marchés en question,

sont capables d'apprécier et de tenir compte des divers risques inhérents à ce type de placements et possèdent les ressources financières nécessaires pour supporter le risque substantiel de perte inhérent à ce type de placements. Il vous incombe de gérer les risques liés à tout placement relatif aux marchés des pays émergents et l'affectation des actifs de votre portefeuille. Vous devriez demander l'avis de vos conseillers concernant les différents risques et facteurs à prendre en considération lors d'un investissement dans des placements relatifs aux marchés émergents.

Placements alternatifs

Les hedge funds ne sont pas soumis aux nombreuses réglementations en matière de protection des investisseurs qui s'appliquent aux investissements collectifs autorisés et réglementés. Quant aux gestionnaires de hedge funds, ils ne sont pas réglementés pour la plupart. Les hedge funds ne se limitent pas à une discipline d'investissement ou une stratégie de négoce particulière et cherchent à tirer profit des différents types de marchés en recourant à des stratégies de levier, relatives à des dérivés et d'investissement spéculatif complexes qui accroissent le risque de perte d'investissement. Les transactions sur les matières premières affichent un niveau de risque élevé, y compris de perte totale, et peuvent s'avérer inadaptées pour la plupart des investisseurs privés. La performance de ces placements dépend de facteurs imprévisibles tels que les catastrophes naturelles, les conditions climatiques, les capacités de transport, les troubles politiques, les variations saisonnières et les fortes fluctuations dues aux mises à jour, notamment dans le cas des contrats à terme et des indices. Les investisseurs immobiliers sont exposés à la liquidité, aux devises étrangères et à d'autres risques, y compris aux risques cycliques, aux risques du marché locatif et local ainsi qu'aux risques environnementaux et aux modifications légales.

Private equity

Le private equity (ci-après «PE») désigne des investissements privés dans le capital propre d'entreprises non cotées en bourse. Ces placements sont complexes, généralement illiquides et orientés sur le long terme. Les investissements dans un fonds de PE s'accompagnent d'ordinaire d'un risque financier et/ou commercial conséquent. Les placements dans les fonds de PE ne s'accompagnent d'aucune protection du capital et d'aucune garantie. Les investisseurs doivent honorer leur obligation de répondre aux appels de marge sur de longues périodes. S'ils ne s'acquittent pas de cette obligation, ils peuvent perdre tout ou partie de leur capital, ils renoncent à tout revenu ou bénéfice futur sur des placements effectués avant le défaut, ils perdent notamment le droit de participer à de futurs investissements ou sont contraints de vendre leurs placements à un prix très bas, bien inférieur aux valorisations du marché secondaire. Les sociétés ou les fonds peuvent être fortement endettés et, partant, plus vulnérables à des évolutions commerciales et/ou financières défavorables ou aux influences de facteurs économiques. Ces investissements peuvent être soumis à une concurrence intense, à des conditions commerciales ou économiques changeantes ou à d'autres évolutions susceptibles d'avoir un impact négatif sur leur performance.

Risques de taux d'intérêt de crédit

La valeur d'une obligation dépend de la solvabilité de l'émetteur ou du garant et peut varier pendant la durée du titre. En cas de défaillance de l'émetteur et/ou du garant de l'obligation, celle-ci ou tout revenu en découlant n'est pas garanti(e) et vous pouvez perdre tout ou partie de l'investissement initial.

Investment Solutions & Sustainability

Dans les activités de mandat et de conseil du Credit Suisse (CS),

Investment Solutions & Sustainability est chargé de formuler les stratégies multi-actifs, puis de les mettre en œuvre. Si des portefeuilles modèles sont présentés, ils n'ont qu'une vocation explicative. L'allocation de vos actifs, la pondération de votre portefeuille et ses performances peuvent s'en écarter considérablement, en fonction de votre situation personnelle et de votre tolérance au risque. Les opinions et les points de vue d'Investment Solutions & Sustainability peuvent différer de ceux d'autres départements du CS. Les opinions d'Investment Solutions & Sustainability peuvent à tout moment évoluer sans préavis ni obligation de mise à jour. Le CS n'est pas tenu de s'assurer que de telles mises à jour soient portées à votre connaissance.

Investment Solutions & Sustainability peut parfois faire référence à des articles de Research précédemment publiés, et notamment à des recommandations et des modifications de rating, compilées sous forme de liste. Les recommandations y figurant sont des extraits et/ou des références à des recommandations publiées précédemment par CS Research. Pour les actions, il s'agit de la note relative à la société ou du résumé relatif à la société de l'émetteur. Pour les obligations, les recommandations figurent dans la publication Research Alert (obligations) ou Institutional Research Alert – Credit Update Switzerland respective. Ces publications sont disponibles sur demande ou via la banque en ligne. Les publications sont disponibles à l'adresse www.credit-suisse.com/disclosure.

Clause de non-responsabilité générale / Information importante

Les informations fournies dans les présentes constituent un contenu promotionnel. Il ne s'agit pas d'une analyse de placement. Le présent rapport n'est pas destiné à être distribué à, ou utilisé par, des personnes physiques ou morales qui sont ressortissantes, domiciliées ou ont leur siège social dans un pays où la distribution, la publication, la mise à disposition ou l'utilisation de ces informations enfreindrait les lois ou réglementations en vigueur, ou dans lequel le CS devrait se conformer à des obligations d'enregistrement ou d'autorisation.

Dans le présent rapport, «CS» fait référence à la banque suisse Credit Suisse AG, à ses succursales et à ses sociétés liées. Pour plus d'informations sur la structure organisationnelle, veuillez consulter la page: <https://www.credit-suisse.com>

NE PAS DISTRIBUER NI UTILISER À DES FINS DE PROSPECTION OU DE CONSEIL:

La présente publication est fournie uniquement à des fins d'information et d'illustration et n'est destinée qu'à votre seul usage. Elle ne constitue ni une invitation, ni une offre, ni une recommandation de souscription ou d'achat de titres ou d'autres instruments financiers. L'ensemble des informations, faits, opinions et citations peut être abrégé ou résumé, et est actuel à la date de rédaction du document. Les informations contenues dans le présent rapport ne sont que des commentaires généraux sur le marché et ne constituent en aucun cas une forme d'analyse de placement réglementée, de conseils financiers ou de services juridiques, fiscaux ou autres services financiers réglementés. Elles ne tiennent pas compte des objectifs, de la situation ou des besoins financiers d'une quelconque personne, autant d'aspects qui doivent être impérativement examinés avant toute décision de placement. Vous devriez prendre conseil auprès de votre conseiller financier indépendant avant de prendre toute décision d'investissement basée sur le présent rapport ou pour toute explication concernant le contenu de ce dernier. Ce rapport vise uniquement à exposer des estimations et opinions du CS à la date de rédaction, sans tenir compte de la date à laquelle vous pouvez le recevoir ou y accéder. Les estimations et opinions contenues dans le présent rapport peuvent différer de celles exprimées par d'autres départements du CS et peuvent être modifiées à tout

moment, sans préavis ni obligation de mise à jour. Le CS n'est pas tenu de s'assurer que de telles mises à jour soient portées à votre connaissance.

PRÉVISIONS & ESTIMATIONS:

Les performances passées ne doivent pas être considérées comme une indication ou une garantie de résultats futurs, et il n'existe aucune garantie, expresse ou implicite, quant aux performances futures. Dans la mesure où le présent rapport contient des déclarations sur les performances futures, ces déclarations sont prospectives et impliquent donc divers risques et incertitudes. Sauf mention contraire, les chiffres n'ont pas été vérifiés. Toutes les évaluations mentionnées dans le présent document sont soumises aux directives et procédures d'évaluation du CS.

CONFLITS:

Le CS se réserve le droit de corriger toute erreur pouvant figurer dans la présente publication. Le CS, ses sociétés liées et/ou leurs collaborateurs peuvent détenir des positions ou des portefeuilles, avoir d'autres intérêts matériels ou effectuer des transactions sur des titres ou des options sur ces titres mentionnés dans le présent document ou effectuer d'autres placements connexes, et peuvent de temps à autre augmenter ou diminuer ces placements. Le CS peut fournir ou avoir fourni au cours des douze derniers mois des services de conseil ou de placement importants aux sociétés ou émetteurs mentionnés dans le présent document en ce qui concerne les placements énumérés dans la présente publication ou des investissements liés. Certains des placements mentionnés dans le présent document sont proposés par une société du CS ou une société liée au CS, ou le CS est le seul teneur de marché pour ces placements. Le CS est impliqué dans plusieurs opérations commerciales en relation avec les entreprises mentionnées dans ce rapport. Ces opérations incluent notamment le négoce spécialisé, l'arbitrage des risques, les activités de tenue de marché et autres activités de négoce pour compte propre. **IMPOSITION:** La présente publication ne contient aucun conseil en matière de placement, de droit, de bilan ou de fiscalité. Le CS ne donne aucun conseil sur les conséquences fiscales des placements et recommande aux investisseurs de consulter un conseiller fiscal indépendant. Les taux d'imposition et les bases de calcul dépendent des circonstances personnelles et peuvent évoluer à tout moment. **SOURCES:** Les informations et opinions contenues dans le présent rapport proviennent de sources considérées comme fiables par le CS ou sont basées sur ces dernières; le CS ne garantit toutefois ni leur exactitude, ni leur exhaustivité. Le CS décline toute responsabilité en cas de perte résultant de l'utilisation de ce rapport. **SITES WEB:** Ce rapport peut fournir des adresses de sites web ou contenir des liens qui conduisent à ces sites. Sauf dans la mesure où le rapport fait état du contenu web du CS, le CS n'a pas procédé au contrôle des sites web liés et décline toute responsabilité quant au contenu de ces derniers. Ces adresses ou hyperliens (y compris les adresses ou hyperliens vers le contenu web du site du CS) ne sont fournis que pour votre confort et votre information, et le contenu des sites liés ne fait aucunement partie du présent document. L'accès à ces sites web ou l'utilisation des liens figurant dans le présent rapport ou sur le site web du CS se fait à vos propres risques. **CONFIDENTIALITÉ DES DONNÉES:** Vos données personnelles seront traitées conformément à la déclaration de confidentialité des données du Credit Suisse, que vous pouvez consulter depuis chez vous sur la page d'accueil officielle du Credit Suisse à l'adresse <https://www.credit-suisse.com>. Afin de vous fournir du contenu marketing sur nos produits et services, Credit Suisse Group AG et ses sociétés affiliées peuvent traiter vos données personnelles de base (c'est-à-dire vos coordonnées, telles que votre nom et votre adresse e-mail) jusqu'à ce que vous nous avisiez que vous ne souhaitez plus les recevoir. Vous

pouvez à tout moment choisir de ne plus recevoir ces documents en informant votre conseiller clientèle.

Entreprises distributrices

Sauf mention contraire, ce document est distribué par Credit Suisse AG, une banque suisse agréée et réglementée par l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers. **Bahreïn:** Le présent document est distribué par Credit Suisse AG, Bahrain Branch, une succursale de Credit Suisse AG, Zurich/Suisse, dûment agréée par la Central Bank of Bahrain (CBB) en tant qu'Investment Business Firm de catégorie 2, et qui fait l'objet d'une surveillance. Les prestations ou produits financiers fournis sont exclusivement réservés aux investisseurs qualifiés tels que définis par la CBB et ne sont pas destinés aux autres personnes. La CBB n'a ni vérifié ni autorisé ce document ou la commercialisation d'un instrument de placement auquel il fait référence dans le Royaume de Bahreïn, et décline toute responsabilité concernant les performances d'un tel instrument. Credit Suisse AG, Bahrain Branch, se trouve à l'adresse suivante: Level 21, East Tower, Bahrain World Trade Centre, Manama, Royaume de Bahreïn. **Brésil:** Le présent document est distribué au Brésil par Credit Suisse (Brasil) S.A. Corretora de Títulos e Valores Mobiliários ou par ses sociétés liées. **Chili:** Le présent document est distribué par Credit Suisse Agencia de Valores (Chile) Limitada, une succursale de Credit Suisse AG (enregistrée sous forme de société par actions dans le canton de Zurich) surveillée par la commission chilienne de surveillance des marchés financiers. Ni l'émetteur ni les titres n'ont été enregistrés auprès de la commission chilienne de surveillance des marchés financiers (Comisión para el Mercado Financiero) conformément à la loi chilienne sur les marchés financiers (loi n° 18.045, Ley de Mercado de Valores) et ses dispositions y afférentes. Par conséquent, les titres ne peuvent être proposés ou vendus publiquement au Chili. Le présent document ne constitue ni une offre, ni une invitation à souscrire ou acheter les titres en République du Chili, sauf pour les acheteurs identifiés individuellement dans le cadre d'un placement privé au sens de l'art. 4 de la Ley de Mercado de Valores (offre non destinée au grand public ni à une catégorie ou un groupe donnés du public). **Allemagne:** Le présent document est distribué par Credit Suisse (Deutschland) Aktiengesellschaft, agréée et réglementée par la Bundesanstalt für Finanzdienstleistungsaufsicht («BaFin»). **DIFC:** Les présentes informations sont distribuées par Credit Suisse AG (DIFC Branch), qui dispose d'une licence en bonne et due forme de la Dubai Financial Services Authority (DFSA) et qui est placée sous sa surveillance. À cet égard, les produits ou services financiers sont exclusivement réservés aux clients professionnels ou aux parties contractuelles conformément à la définition de la DFSA, et ne sont destinés à aucune autre personne. L'adresse de Credit Suisse AG (DIFC Branch) est: Level 9 East, The Gate Building, DIFC, Dubaï, Emirats Arabes Unis. **France:** Le présent document est publié par Credit Suisse (Luxembourg) S.A. Succursale en France, une succursale de Credit Suisse (Luxembourg) S.A., établissement financier dûment agréé situé dans le Grand-Duché de Luxembourg, au 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg. La succursale française est soumise à la surveillance prudentielle de la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF) luxembourgeoise et des deux organismes français Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) et Autorité des Marchés Financiers (AMF). **Guernesey:** Le présent document est distribué par Credit Suisse AG Guernsey Branch, une succursale de Credit Suisse AG (établie dans le canton de Zurich) basée à Helvetia Court, Les Echelons, South Esplanade, St Peter Port, Guernesey. Credit Suisse AG Guernsey Branch est détenue à

100% par Credit Suisse AG et surveillée par la Guernsey Financial Services Commission. Des exemplaires des derniers états financiers vérifiés de Credit Suisse AG sont disponibles sur demande. **Inde:** Le présent document est distribué par Credit Suisse Securities (India) Private Limited (n° CIN U67120MH1996PTC104392), placée sous la surveillance du Securities and Exchange Board of India en qualité de Research Analyst (n° d'enregistrement INH 000001030), de gestionnaire de portefeuille (n° d'enregistrement INP000002478) et de courtier en Bourse (n° d'enregistrement NZ000248233) à l'adresse commerciale suivante: 9th Floor, Ceejay House, Dr. Annie Besant Road, Worli, Mumbai – 400 018, Inde, Téléphone +91-22 6777 3777. **Israël:** Si distribué par Credit Suisse Financial Services (Israel) Ltd. en Israël: Le présent document est distribué par Credit Suisse Financial Services (Israel) Ltd. Credit Suisse AG et les services qu'elle propose en Israël ne sont pas surveillés par l'organisme de surveillance bancaire de la Bank of Israel, mais par l'autorité de surveillance bancaire compétente en Suisse. Credit Suisse Financial Services (Israel) Ltd. est autorisée à distribuer des produits de placement en Israël. Ses activités de commercialisation de placements est par conséquent surveillée par l'Israel Securities Authority. **Italie:** Le présent document est distribué en Italie par Credit Suisse (Italy) S.p.A., une banque fondée et enregistrée en vertu du droit italien et soumise à la surveillance et au contrôle de la Banca d'Italia et de la CONSOB. **Qatar:** Le présent document est distribué par Credit Suisse (Qatar) L.L.C., agréée et réglementée par la Qatar Financial Centre Regulatory Authority (QFCRA) sous le numéro de licence QFC 00005. Tous les produits financiers et services concernés sont exclusivement proposés à des contreparties autorisées (telles que définies par la QFCRA) ou à des clients entreprises (tels que définis par la QFCRA), qui peuvent aussi être des personnes physiques enregistrées comme clients entreprises, s'ils possèdent une fortune nette d'au moins 4 millions de QR, suffisamment de connaissances et d'expérience dans le domaine financier, et la compréhension nécessaire des produits et/ou services concernés. En conséquence, les présentes informations ne peuvent être communiquées à ni utilisées par des personnes ne répondant pas à ces critères. **Liban:** Le présent document est distribué par Credit Suisse (Lebanon) Finance SAL («CSLF»), un établissement financier réglementé par la Central Bank of Lebanon («CBL») et enregistré en tant que tel sous le numéro de licence 42. Credit Suisse (Lebanon) Finance SAL est soumis aux règlements et circulaires de la CBL ainsi qu'aux dispositions légales et réglementaires de la Capital Markets Authority of Lebanon («CMA»). CSLF est une filiale de Credit Suisse AG et fait partie du Credit Suisse Group (CS). La CMA décline toute responsabilité concernant les informations contenues dans le présent document, notamment leur exactitude et leur exhaustivité. La responsabilité du contenu du présent document incombe à son éditeur, à ses directeurs et aux autres personnes (p. ex. les spécialistes) dont l'opinion est intégrée avec leur accord au présent document. Qui plus est, la CMA n'a pas déterminé si les placements ici mentionnés sont adaptés à un investisseur ou type d'investisseur donné. Il est ici précisé que les placements sur les marchés financiers peuvent présenter un degré élevé de complexité et un risque de perte de valeur et ne pas convenir à tous les investisseurs. CSLF vérifie l'adéquation de ces placements sur la base des informations que lui a fournies l'investisseur au moment de la vérification, et conformément aux directives et processus internes du Credit Suisse. Il est convenu que l'ensemble des communiqués et documentations du CS et/ou de CSLF sont rédigés et fournis en anglais. En acceptant d'investir dans un produit, l'investisseur confirme expressément et de manière irrévocable qu'il n'a aucune objection à l'utilisation de la langue anglaise et qu'il comprend tout le contenu du document. **Luxembourg:** Le présent document est publié par Credit Suisse (Luxembourg) S.A.,

un établissement de crédit dûment agréé situé dans le Grand-Duché de Luxembourg, au 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg. Credit Suisse (Luxembourg) S.A. est soumise à la surveillance prudentielle de la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF) luxembourgeoise. **Mexique:** Le présent document reflète les opinions de la personne qui fournit les services pour le compte de C. Suisse Asesoría México, S.A. de C.V. («C. Suisse Asesoría») et/ou Banco Credit Suisse (México), S.A., Institución de Banca Múltiple, Grupo Financiero Credit Suisse (México) («Banco CS»). C'est pourquoi C. Suisse Asesoría et Banco CS se réservent le droit de modifier à tout moment leurs opinions et déclinent toute responsabilité en la matière. Le présent document est exclusivement fourni à titre d'information. Il ne constitue ni une recommandation personnelle, ni une incitation ou invitation à une action quelconque. Il ne remplace pas la nécessaire concertation avec vos conseillers concernant C. Suisse Asesoría et/ou Banco CS avant toute décision de placement. C. Suisse Asesoría et/ou Banco CS déclinent toute responsabilité quant aux décisions de placement prises sur la base d'informations contenues dans le présent document, car celles-ci ne tiennent pas compte de la stratégie de placement et des objectifs de certains clients. Les prospectus, brochures et directives de placement des fonds d'investissement ainsi que les rapports d'activité ou informations financières à publication périodique de ces fonds contiennent des informations supplémentaires utiles pour les investisseurs. Ces documents peuvent être obtenus sans frais directement auprès des émetteurs et des sociétés de gestion des fonds de placement par le site Internet des marchés d'actions sur lesquels ces derniers sont cotés, ou auprès de votre interlocuteur chez C. Suisse Asesoría et/ou Banco CS. Les performances passées et les divers scénarios des marchés existants ne constituent aucune garantie de résultats pour le présent ou le futur. Si les informations contenues dans le présent document sont incomplètes, inexactes ou peu claires, veuillez vous adresser sans tarder à votre interlocuteur chez C. Suisse Asesoría et/ou Banco CS. Il est possible que soient apportées au document des modifications dont ni C. Suisse Asesoría ni Banco CS ne sont à l'origine. Le présent document est exclusivement fourni à titre d'information et ne remplace pas les rapports d'activités et/ou les relevés de compte que vous remettent C. Suisse Asesoría et/ou Banco CS conformément aux dispositions générales définies par l'organisme mexicain de surveillance des valeurs mobilières et des marchés boursiers (Comisión Nacional Bancaria y de Valores, CNBV) pour les établissements financiers et autres personnes morales qui dispensent des services de placement. Compte tenu de la nature du présent document, C. Suisse Asesoría et Banco CS déclinent toute responsabilité relative aux informations qu'il contient. Bien que ces dernières proviennent de sources considérées par C. Suisse Asesoría et/ou Banco CS comme fiables, il n'existe aucune garantie d'exactitude ou d'exhaustivité. Banco CS et/ou A. Suisse Asesoría déclinent toute responsabilité pour les pertes résultant de l'utilisation des informations contenues dans le document qui vous est remis. L'investisseur doit s'assurer que les informations qu'il reçoit correspondent à sa situation personnelle, à son profil d'investisseur et à sa situation juridique, réglementaire ou fiscale, ou recourir à l'aide d'un conseiller professionnel indépendant. C. Suisse Asesoría México, S.A. de C.V. est un conseiller en placement tel que défini par la loi mexicaine sur les marchés des valeurs mobilières (Ley del Mercado de Valores, «LMV») et enregistré auprès de la CNBV sous le numéro 30070. C. Suisse Asesoría México, S.A. de C.V. fait partie du Grupo Financiero Credit Suisse (México), S.A. de C.V. ou d'un autre groupe financier au Mexique. C. Suisse Asesoría México, S.A. de C.V. n'est pas un conseiller en placement indépendant tel que défini par la LMV et les autres dispositions en vigueur, car elle est directement liée à Credit Suisse AG, un établissement financier

étranger, et au Grupo Financiero Credit Suisse (México), S.A. de C.V. **Portugal:** Le présent document est publié par Credit Suisse (Luxembourg) S.A., Sucursal em Portugal («succursale portugaise»), une succursale de Credit Suisse (Luxembourg) S.A., établissement de crédit dûment agréé situé dans le Grand-Duché de Luxembourg, au 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg. La succursale portugaise est soumise à la surveillance prudentielle de la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF) luxembourgeoise et des autorités de surveillance portugaises, de Banco de Portugal (BdP) et de la Comissão do Mercado dos Valores Mobiliários (CMVM). **Arabie saoudite:** Le présent document est publié par Credit Suisse Saudi Arabia (n° CR 1010228645), dûment agréée et surveillée par l'autorité de surveillance saoudienne (Saudi Arabian Capital Market Authority) conformément à la licence n° 08104-37 du 23.03.1429, c'est-à-dire du 21.03.2008 après J.C. Le siège social de Credit Suisse Saudi Arabia se situe King Fahad Road, Hay Al Mhamadiya, 12361-6858 Riyadh, Arabie saoudite. Site web: <https://www.credit-suisse.com/sa>. Conformément aux règles émises par l'autorité de surveillance des marchés des capitaux à propos de l'offre de titres et d'engagements durables, le présent document ne peut être distribué en Arabie saoudite qu'aux personnes autorisées en vertu de ces règles. L'autorité de surveillance saoudienne des marchés des capitaux ne fournit aucune garantie concernant l'exactitude et l'exhaustivité de ce document et décline expressément toute responsabilité pour les pertes résultant de ce document ou de la confiance placée dans son contenu ou des parties de ce contenu. Les candidats à l'achat de titres proposés dans le présent document doivent vérifier eux-mêmes l'exactitude des informations présentées sur ces titres. Si vous ne comprenez pas le contenu du présent document, veuillez vous adresser à un conseiller financier autorisé. Conformément aux dispositions émises par l'autorité de surveillance des marchés des capitaux pour les fonds de placement, le présent document ne peut être distribué dans le Royaume qu'aux personnes autorisées en vertu de ces dispositions. L'autorité de surveillance saoudienne des marchés des capitaux ne fournit aucune garantie concernant l'exactitude et l'exhaustivité de ce document et décline expressément toute responsabilité pour les pertes résultant de ce document ou de la confiance placée dans son contenu ou des parties de ce contenu. Les candidats à la souscription de titres proposés dans le présent document doivent vérifier eux-mêmes l'exactitude des informations présentées sur ces titres. Si vous ne comprenez pas le contenu du présent document, veuillez vous adresser à un conseiller financier autorisé.

Afrique du Sud: Le présent document est distribué par Credit Suisse AG, enregistrée à titre de fournisseur de services financiers par la Financial Sector Conduct Authority en Afrique du Sud sous le numéro FSP 9788, et/ou par Credit Suisse (UK) Limited, enregistrée à titre de fournisseur de services financiers par la Financial Sector Conduct Authority en Afrique du Sud sous le numéro FSP 48779. **Espagne:** Le présent document est un support publicitaire. Il est fourni à titre d'information par Credit Suisse AG, Sucursal en España, une entreprise enregistrée auprès de la Comisión Nacional del Mercado de Valores. Il s'adresse exclusivement à ses destinataires pour leur utilisation personnelle et, conformément aux lois actuellement en vigueur, ne peut en aucun cas être considéré comme offre de titres, conseil personnel en placement ou recommandation générale ou spécifique de produits ou stratégies de placement dans l'optique de vous inciter à une quelconque action. Le client ou la cliente est dans tous les cas responsable de ses décisions de placement ou de vente. Par conséquent, le client ou la cliente porte seul(e) la responsabilité entière des gains et des pertes résultant de ses décisions d'opération basées sur les informations et opinions contenues dans le présent document. Les indications fournies dans le présent document ne sont pas le fruit d'un travail d'analyse ou de

recherche financière et n'entrent donc pas dans le champ d'application des dispositions actuelles relatives à la production et à la distribution de résultats de recherches financières, et ne correspondent pas aux prescriptions légales portant sur l'indépendance de l'analyse financière. **Turquie:** Les informations sur les placements, les remarques et les recommandations contenues dans le présent document n'entrent pas dans la catégorie du conseil en placement. Les conseils en placement destinés aux clients sont fournis sur mesure par les établissements autorisés à le faire, et en tenant compte des préférences des clients en matière de risque et de rendement. Les commentaires et les conseils contenus dans le présent document sont, au contraire, de nature générale. Par conséquent, les recommandations qu'il contient ne sont pas nécessairement adaptées à votre situation financière ou à vos préférences en matière de risque et de rendement. Prendre une décision de placement exclusivement basée sur les informations ici présentées peut produire des résultats sans rapport avec vos attentes. Le présent document est distribué par Credit Suisse Istanbul Menkul Degerler Anonim Sirketi, une société soumise à la surveillance du Capital Markets Board of Türkiye et dont le siège social est situé à l'adresse suivante: Levazim Mahallesi, Koru Sokak No. 2 Zorlu Center Terasvler No. 61 34340 Besiktas/ Istanbul, Turquie.

Informations importantes sur la diffusion régionale

Conformément à la décision n° 20/2021 de la CVM du 25 février 2021, le ou les auteurs du présent rapport confirment par la présente que les opinions exprimées dans ce rapport ne représentent que leurs avis personnels et ont été formées en toute indépendance; cela concerne également le Credit Suisse. Une partie de la rémunération de l'auteur ou des auteurs varie selon divers facteurs, notamment le chiffre d'affaires total du Credit Suisse, mais aucune rémunération ne découle, n'a découlé ou ne découlera de certaines recommandations ou opinions formulées dans le présent rapport. Par ailleurs, le Credit Suisse fait la déclaration suivante: le Credit Suisse a fourni ou pourra fournir dans le futur à l'entreprise ou aux entreprises concernées ou à leurs sociétés liées des services dans les domaines de l'Investment Banking, du courtage, de la gestion de fortune, du Commercial Banking et d'autres services financiers, services pour lesquels le Credit Suisse a perçu ou peut percevoir les frais et commissions habituels et qui ont représenté ou peuvent représenter des intérêts financiers ou économiques importants par rapport aux entreprises concernées ou aux titres concernés.

États-Unis: LE PRÉSENT DOCUMENT, EN SA FORME ORIGINALE OU COPIÉE, NE PEUT ÊTRE ENVOYÉ, INTRODUIT OU DISTRIBUÉ AUX ÉTATS-UNIS OU À DES PERSONNES US (AU SENS DE LA RÉGULATION S DU US SECURITIES ACT DE 1933, DANS SA VERSION AMENDÉE).

Royaume-Uni: Le présent document est distribué par Credit Suisse (UK) Limited. Credit Suisse (UK) est un établissement autorisé par la Prudential Regulation Authority et soumis à la surveillance de la Financial Conduct Authority et de la Prudential Regulation Authority. Si le présent document est distribué au Royaume-Uni par une entreprise étrangère qui, dans le cadre du Financial Services and Markets Act 2000 (Financial Promotion) Order 2005, ne fait l'objet d'aucune exception, ce qui suit s'applique: s'il est distribué au Royaume-Uni ou s'il est susceptible d'avoir des effets au Royaume-Uni, le présent document représente une publicité financière autorisée par Credit Suisse (UK) Limited. Credit Suisse (UK) Limited un établissement autorisé par la Prudential Regulation Authority et ses activités de placement sont soumises à la surveillance de la Financial Conduct Authority et de la Prudential Regulation Au-

thority au Royaume-Uni. Le siège social de Credit Suisse (UK) Limited est enregistré au Five Cabot Square, London, E14 4QR. Veuillez noter que les prescriptions du Financial Services and Markets Act 2000 britannique destinées à protéger les investisseurs privés ne s'appliquent pas à vous et que vous ne pouvez faire valoir aucun droit à indemnisation éventuellement prévu pour les ayants droit («Eligible Claimants») en vertu du Financial Services Compensation Scheme britannique. Le traitement fiscal dépend de la situation individuelle de chaque client et peut varier au fil du temps.

APAC – REMARQUE IMPORTANTE

Les informations fournies dans les présentes constituent un contenu promotionnel. Il ne s'agit pas d'une analyse de placement. Pour tous, à l'exception des comptes gérés par les chargés de clientèle et/ou les conseillers en placement de Credit Suisse AG, Hongkong Branch: Le présent document a été élaboré par Credit Suisse AG («Credit Suisse») uniquement à titre d'information générale. Il n'est pas le résultat d'une recherche ou analyse approfondie et ne prétend pas non plus l'être. Il ne s'agit donc pas d'une analyse ou d'une recommandation de placement au sens prudentiel du terme. Il ne tient pas compte des objectifs, situations et besoins financiers de chaque personne. Il s'agit néanmoins de réflexions importantes qui doivent être prises en compte avant toute décision de placement. Les informations contenues dans le présent document ne permettent pas à elles seules de prendre une décision de placement et ne constituent pas une recommandation personnelle ni un conseil en placement. Le Credit Suisse ne donne aucune indication quant à l'adéquation à un profil d'investisseur donné des produits ou services mentionnés dans le présent document. Ce document ne constitue pas une invitation ou incitation à souscrire ou à acquérir un quelconque produit ou service mentionné, ou encore à participer à une autre transaction. Seules les conditions exposées dans la documentation du produit concerné ou les contrats et confirmations spécialement conçus par le Credit Suisse sont légalement contraignantes. Pour les comptes gérés par les chargés de clientèle et/ou les conseillers en placement de Credit Suisse AG, Hongkong Branch: Le présent document a été élaboré par Credit Suisse AG («Credit Suisse») uniquement à titre d'information générale. Il n'est pas le résultat d'une recherche ou analyse approfondie et ne prétend pas non plus l'être. Il ne s'agit donc pas d'une analyse de placement au sens prudentiel du terme. Il ne tient pas compte des objectifs, situations et besoins financiers de chaque personne. Il s'agit néanmoins de réflexions importantes qui doivent être prises en compte avant toute décision de placement. Le Credit Suisse ne donne aucune indication quant à l'adéquation à un profil d'investisseur donné des produits ou services mentionnés dans le présent document. Ce document ne constitue pas une invitation ou incitation à souscrire ou à acquérir un quelconque produit ou service mentionné, ou encore à participer à une autre transaction. Seules les conditions exposées dans la documentation du produit concerné ou les contrats et confirmations spécialement conçus par le Credit Suisse sont légalement contraignantes. Pour tous: Concernant les produits mentionnés dans le présent document, le Credit Suisse et/ou ses sociétés liées peuvent entretenir une relation avec les organisations en objet:

- (i) en tant que participant à l'arrangement ou à la mise à disposition d'un financement pour les organisations en objet à un moment antérieur,
- (ii) en tant que contrepartie dans une transaction ultérieure en lien avec les organisations en objet ou
- (iii) en tant que payeur ou bénéficiaire d'une rémunération unique ou récurrente versée à ou par les organisations mentionnées dans le présent document. De tels paiements peuvent aussi avoir été versés à ou reçus par des tiers.

Le Credit Suisse et/ou ses sociétés liées (y compris ses éventuels mandataires, membres de la direction et collaborateurs) peuvent, ou ont pu, participer à d'autres transactions non divulguées dans les présentes et impliquant des organisations ou d'autres parties mentionnées dans le présent document. Le Credit Suisse se réserve le droit, pour lui-même et pour ses sociétés liées, de fournir des services aux organisations des produits mentionnés dans le présent document ou à d'autres parties en lien avec ces produits, et à conclure avec elles des transactions commerciales. Le Credit Suisse ou ses sociétés liées détiennent également parfois des positions en actions des organisations mentionnées dans le présent document.

Pour tous, à l'exception des comptes gérés par les chargés de clientèle et/ou les conseillers en placement de Credit Suisse AG, Hongkong Branch: Une société liée du Credit Suisse peut avoir agi sur la base d'informations et d'analyses contenues dans le présent document avant que ces dernières aient été remises à leur destinataire. Dans la limite permise par la loi, une société liée du Credit Suisse peut participer à d'autres opérations de financement avec les émetteurs des titres mentionnés dans les présentes ou investir dans ces titres, fournir des services à ces émetteurs ou faire la publicité d'opérations auprès de ces émetteurs et/ou détenir une position dans ces titres ou réaliser des transactions sur ces titres ou leurs options. Dans la limite permise par la loi, le Credit Suisse et ses sociétés liées ainsi que les membres de leurs directions, leurs collaborateurs et leurs conseillers déclinent toute responsabilité en cas d'erreurs ou d'omissions dans le présent document ou de pertes ou dommages directs, indirects, accessoires, spécifiques ou consécutifs subis par le destinataire du présent document ou par une autre personne du fait de l'utilisation des informations qu'il contient ou de la confiance placée dans celles-ci. Le Credit Suisse et ses sociétés liées (ou les membres de leurs directions, leurs mandataires, collaborateurs et conseillers) ne fournissent aucune garantie concernant l'exactitude, la fiabilité et/ou l'exhaustivité des informations contenues dans le présent document. Les informations contenues dans le présent document ne sont que des commentaires généraux sur le marché et ne constituent en aucun cas un conseil financier réglementé, des services juridiques, fiscaux ou autres services réglementés. Les évaluations et opinions exprimées dans le présent document peuvent différer des évaluations et opinions d'analystes en placement, d'autres divisions ou des positions propres du Credit Suisse, voire les contredire. Le Credit Suisse n'est soumis à aucune obligation de mettre à jour les informations, de fournir des compléments d'information ou d'informer d'autres personnes s'il prend connaissance d'une information inexacte ou incomplète ou d'un changement d'informations contenues dans le présent document. Dans la mesure où le présent document contient des déclarations sur les performances futures, ces déclarations sont prospectives et impliquent donc une série de risques et d'incertitudes. Les performances passées ne constituent pas un indicateur fiable de résultats futurs.

Pour les comptes gérés par les chargés de clientèle et/ou les conseillers en placement de Credit Suisse AG, Hongkong Branch: Une société liée du Credit Suisse peut avoir agi sur la base d'informations et d'analyses contenues dans le présent document avant que ces dernières aient été remises à leur destinataire. Dans la limite permise par la loi, une société liée du Credit Suisse peut participer à d'autres opérations de financement avec les émetteurs des titres mentionnés dans les présentes ou investir dans ces titres, fournir des services à ces émetteurs ou faire la publicité d'opérations auprès de ces émetteurs et/ou détenir une position dans ces titres ou réaliser des transactions sur ces titres ou leurs options. Dans la limite permise par la loi, le Credit Suisse et ses sociétés liées ainsi que les membres de leurs directions, leurs collaborateurs et leurs conseillers déclinent toute responsabilité en cas d'erreurs ou d'omissions dans le présent document ou de pertes ou dommages directs, indirects, accessoires, spécifiques ou consécutifs subis par le destinataire du présent document ou par une autre personne du

fait de l'utilisation des informations qu'il contient ou de la confiance placée dans celles-ci. Le Credit Suisse et ses sociétés liées (ou les membres de leurs directions, leurs mandataires, collaborateurs ou conseillers) ne fournissent aucune garantie concernant l'exactitude, la fiabilité et/ou l'exhaustivité des informations contenues dans le présent document. Les informations contenues dans le présent document ne sont que des commentaires généraux sur le marché et ne constituent en aucun cas des services juridiques, fiscaux ou autres services réglementés. Les évaluations et opinions exprimées dans le présent document peuvent différer des évaluations et opinions d'analystes en placement, d'autres divisions ou des positions propres du Credit Suisse, voire les contredire. Le Credit Suisse n'est soumis à aucune obligation de mettre à jour les informations, de fournir des compléments d'information ou d'informer d'autres personnes s'il prend connaissance d'une information inexacte ou incomplète ou d'un changement d'informations contenues dans le présent document. Dans la mesure où le présent document contient des déclarations sur les performances futures, ces déclarations sont prospectives et impliquent donc une série de risques et d'incertitudes. Les performances passées ne constituent pas un indicateur fiable de résultats futurs. Pour tous: Le présent document n'est pas destiné à être distribué à, ou utilisé par, des personnes physiques ou morales qui sont ressortissantes, domiciliées ou ont leur siège social dans un pays où sa distribution, sa publication, sa mise à disposition ou son utilisation enfreindrait les lois ou réglementations en vigueur, ou dans lequel le Credit Suisse et/ou ses filiales ou sociétés liées devraient se conformer à des obligations d'enregistrement ou d'autorisation. Les documents ont été remis à leur destinataire, qui ne doit pas les transmettre sans l'autorisation écrite préalable du Credit Suisse. Pour tout complément d'information, veuillez vous adresser à votre chargé de clientèle.

AUTRE REMARQUE IMPORTANTE CONCERNANT L'ANNEXE

Les rapports en annexe («Rapports») ont été rédigés par des membres du département Research du Credit Suisse. Les informations et opinions qu'ils contiennent correspondent à la situation au moment de la rédaction et peuvent évoluer à tout moment sans préavis. Les opinions exprimées dans les Rapports concernant un titre donné peuvent différer des évaluations et opinions du département Research de la division Investment Banking en raison de critères d'évaluation différents. Ces Rapports ont déjà été publiés sur Internet par Credit Suisse Research.

Le Credit Suisse entretient des relations commerciales avec les entreprises mentionnées dans les rapports d'analyse ou tente d'en établir avec elles. Par conséquent, les investisseurs doivent être conscients du fait que le Credit Suisse peut se trouver dans une situation de conflit d'intérêts susceptible d'affecter l'objectivité de ces rapports.

Pour tous, à l'exception des comptes gérés par les chargés de clientèle et/ou les conseillers en placement de Credit Suisse AG, Hongkong Branch: Il peut arriver que le Credit Suisse n'ait pris aucune mesure pour s'assurer que les titres mentionnés dans les présents Rapports conviennent à un investisseur donné. Le Credit Suisse ne traite pas les destinataires des Rapports comme des clients parce qu'ils ont reçu les Rapports. Pour les comptes gérés par les chargés de clientèle et/ou les conseillers en placement de Credit Suisse AG, Hongkong Branch: Il peut arriver que le Credit Suisse n'ait pris aucune mesure pour s'assurer que les titres mentionnés dans les présents Rapports conviennent à un investisseur donné. Le Credit Suisse ne traite pas les destinataires des Rapports comme des clients parce qu'ils ont reçu les Rapports. Pour tous: Vous trouverez une présentation des risques d'un placement dans les titres mentionnés dans les Rapports à l'adresse suivante: <https://investment.credit-suisse.com/re/riskdisclosure/>

Vous trouverez des informations et remarques sur les entreprises

mentionnées dans le présent document et au sujet desquelles Credit Suisse Investment Banking a mené un examen de solvabilité (rating) sur la page web Disclosure de la division Investment Banking: <https://rave.credit-suisse.com/disclosures>

Vous trouverez d'autres informations et remarques sur les autres émetteurs sur la page web Disclosure de Credit Suisse Global Research: <https://www.credit-suisse.com/disclosure>

AUSTRALIE: Le présent document est distribué en Australie par Credit Suisse AG, Sydney Branch, exclusivement à titre d'information et uniquement aux personnes considérées comme clients «wholesale» tels que définis par la section 761G(7) du Corporations Act australien. Credit Suisse AG, Sydney Branch, ne fournit aucune garantie ni assurance quant aux performances des produits financiers mentionnés dans les présentes. En Australie, d'autres divisions du Credit Suisse Group en dehors de Credit Suisse AG, Sydney Branch, n'ont pas reçu d'agrément à titre de dépositaire au sens du Banking Act 1959 (Cth.). Leurs obligations ne constituent aucunement des dépôts ou engagements de Credit Suisse AG, Sydney Branch. Credit Suisse AG, Sydney Branch, ne fournit aucune garantie ni assurance quant aux obligations de ces divisions du Credit Suisse ou des fonds. HONG KONG: Le présent document est distribué à Hong Kong par Credit Suisse AG, Hong Kong Branch. Credit Suisse AG, Hong Kong Branch, est soumise à la surveillance de la Hong Kong Monetary Authority en tant qu'«Authorized Institution». Il s'agit d'un établissement enregistré et soumis à la surveillance de la Securities and Futures Commission. Le présent document a été rédigé en vertu de la section 16 du «Code of Conduct for Persons Licensed by or Registered with the Securities and Futures Commission». Ses contenus n'ont pas été vérifiés par une autorité de surveillance à Hong Kong. Nous vous conseillons la plus grande prudence à l'égard de toute offre. Si vous avez des doutes à propos de contenus du présent document, sollicitez les conseils d'un professionnel indépendant. À Hong Kong ou ailleurs, personne ne peut diffuser ou avoir diffusé des documents publicitaires, invitations ou documents relatifs à ce produit ou en avoir eu en sa possession afin de les distribuer, dans la mesure où ces documents s'adressent au public à Hong Kong ou lui seront probablement accessibles à Hong Kong ou sont lus par la population à Hong Kong (sauf si c'est autorisé par les lois hongkongaises sur les valeurs mobilières), sauf si ce produit s'adresse exclusivement aux personnes en dehors de Hong Kong ou à des «investisseurs professionnels» conformément à la définition figurant dans la «Securities and Futures Ordinance» (Chapter 571) pour Hong Kong et les prescriptions légales édictées à partir de cette dernière. SINGAPOUR: Le présent document est distribué à Singapour par Credit Suisse AG, Singapore Branch, qui a reçu l'agrément de la Monetary Authority of Singapore selon le Banking Act (Cap. 19) pour mener des activités bancaires. Le présent rapport a été rédigé et publié à Singapour uniquement pour être distribué à des investisseurs institutionnels, des investisseurs accrédités et des investisseurs avertis (selon la définition des Financial Advisers Regulations («FAR»)). Credit Suisse AG, Singapore Branch, peut publier des rapports élaborés par ses divisions à l'étranger ou par des sociétés liées dans le cadre d'une convention, conformément à la Regulation 32C des FAR. Pour toute affaire en lien avec ce rapport ou en découlant, son destinataire à Singapour doit s'adresser à Credit Suisse AG, Singapore Branch, en composant le +65-6212-2000. En raison de votre statut d'investisseur institutionnel, accrédité ou averti, Credit Suisse AG, Singapore Branch, dans le cadre des conseils financiers qu'elle peut vous prodiguer, est dispensée de certaines exigences du Financial Advisers Act singapourien, chap. 110 (le «FAA»), des FAR et des avis et directives publiés en ce sens. Il s'agit des prescriptions suivantes:

- (i) section 25 du FAA (conformément à la Regulation 33(1) des FAR),

- (ii) section 27 du FAA (conformément à la Regulation 34(1) des FAR), et
- (iii) section 36 du FAA (conformément à la Regulation 35(1) des FAR).

Pour toute affaire en rapport avec le présent document ou en découlant, le destinataire à Singapour doit s'adresser à Credit Suisse AG, Singapore Branch.

En cas de questions ou d'objections relatives au document marketing que vous avez reçu de notre part, veuillez vous adresser à notre chargé de protection des données à l'adresse dataprotectionofficer.pb@credit-suisse.com (pour Credit Suisse AG, HK Branch) ou à l'adresse PDPO.SGD@credit-suisse.com (pour Credit Suisse AG, SG Branch) ou à l'adresse csau.privacyofficer@credit-suisse.com (pour Credit Suisse AG, Sydney Branch).

L'ensemble des contenus du présent document est soumis à la protection légale des droits d'auteur (tous droits réservés). Le présent document ne peut être reproduit, transmis (par voie électronique ou autre), modifié ou utilisé à des fins publiques ou commerciales, que ce soit en partie ou en totalité, sans l'accord préalable écrit du Credit Suisse. © 2023, Credit Suisse Group AG et/ou sociétés liées. Tous droits réservés. Credit Suisse AG (numéro d'identification unique à Singapour: S73FC2261L) est une société par actions fondée en Suisse.

23C014A_IS